

Les graves conséquences de l'entrée en guerre de la France en Ukraine



Notre pays ne se trouve pas au sens du droit international en situation de conflit. Il n'existe d'ailleurs aucune raison pour que cela soit le cas. Nous n'avons aucun intérêt direct en Ukraine. Les gouvernements français successifs depuis 2015 portent même une responsabilité pour n'avoir pas rempli leurs obligations à l'égard de la mise en œuvre des accords de Minsk, ce qui devrait les pousser à une certaine discrétion.

Par ailleurs aucun pays de l'OTAN n'a été agressé à ce jour par la Russie malgré tous les efforts des Américains pour créer des incidents graves comme le blocage de Kaliningrad par la Lituanie. Il est d'ailleurs loisible de rappeler la

forfaiture de Nicolas Sarkozy, peu de temps après son arrivée au pouvoir, d'avoir réintégré la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Nous avons ainsi été subordonnés à nouveau au pouvoir de Washington, en rupture avec la volonté géopolitique du général de Gaulle. Cet acte de trahison a été soutenu et poursuivi par les deux Présidents qui lui ont succédé : Hollande et Macron. Il nous a mis à la merci des ambitions agressives de l'État profond américain, de leurs manœuvres retorses et des pressions et chantages divers qui peuvent être exercés sur notre pays par les autorités de l'OTAN comme ce Norvégien fanatique : Stoltenberg, désormais commis à l'engagement de nos forces armées.

Aujourd'hui, alors que la France, il faut le répéter, n'est pas juridiquement en situation de guerre, nous nous trouvons progressivement mais de plus en plus rapidement impliqués d'une manière significative aux côtés de l'Ukraine contre la Russie et les républiques séparatistes dont nous nous faisons des ennemis pour longtemps et peut-être pour toujours.

Les informations n'étant pas abondantes, on croit pouvoir retenir que :

- notre pays aurait engagé environ 5 000 hommes de nos forces en Roumanie et, semble-t-il, de militaires français, dont des dragons du 13e RDP auraient été repérés dans le sud de l'Ukraine, ce qui constituerait une implication directe de nos forces armées ;
- nous avons livré près de 20 canons Caesar de 155 mm avec les instructeurs sur place et des armes antichars Milan. Selon Réseau international, deux de ces canons seraient tombés aux mains des Russes. Il serait question de chars Leclerc.

Et puis et surtout, une source turque a indiqué il y a plusieurs semaines qu'une cinquantaine d'agents des services spéciaux français auraient été coincés à Marioupol. Ils pourraient donc être entre les mains des Russes ou tout simplement tués. Qu'en est-il vraiment ? Les pouvoirs publics français doivent des informations et des explications aux

citoyens français, ce qu'ils se gardent bien de faire, comme ils ne semblent toujours pas avoir répondu à la lettre ouverte qui leur avait été adressée sur cette affaire gravissime et qui a été publiée (sauf erreur de ma part) sur le site de Riposte Laïque.

Tout cela rappelle la déclaration de guerre de 1939 par la gauche française qui eut lieu d'une manière détournée sur la base d'un vote de crédits pour l'armement de l'armée française, et ce en rupture avec les textes constitutionnels français. Nous l'avons payé d'un immense désastre, de quatre ans d'occupation, de 500 000 morts, de la ruine et du pillage de la France par l'ennemi germanique.

Aujourd'hui, c'est pire, nous entrons en guerre progressivement sans débat démocratique et parlementaire et sans que le locataire de l'Élysée daigne informer et surtout expliquer les raisons de cette politique internationale belliciste. Ce que nous comprenons, c'est qu'il transforme l'armée française en une force supplétive des États-Unis qui sont, dans cette crise, le véritable ennemi de la Russie, pour satisfaire les admonestations indécentes d'un histrion corrompu jusqu'à la moelle qui envoie de malheureux Ukrainiens au carnage avec un armement, un encadrement et un ravitaillement déficients et le pouvoir arrogant de la ploutocratie mondialiste de Washington.

Le risque pour notre pays apparaît immense. C'est celui de rentrer en guerre pour de bon, pour des motifs qui ne nous concernent pas, contre l'armée russe supérieurement et puissamment armée, sans parler de ses alliés potentiels. C'est un risque d'écrasement rapide et désastreux. Négligée et appauvrie par les Gouvernements français successifs, en particulier ceux de gauche, l'armée française ne dispose visiblement ni du volume ni des moyens matériels pour faire face un tel adversaire.

La Russie n'a pas encore gagné et elle en est loin. Cependant

elle joue gagnant. Elle a l'initiative des opérations et remporte de plus en plus de succès. Elle dispose d'une aviation qui a la maîtrise du ciel ukrainien, d'une artillerie massive et d'armes de longue portée sans équivalent. Ce seront autant d'arguments si une négociation dont on commence à parler voit le jour. Celle-ci pourrait constituer un échec grave pour la politique américaine. Dans ce cas, en lieu et place d'une neutralité, notre participation nous aura mis, une fois de plus, dans le camp des perdants comme en Afghanistan.

Par ailleurs, si jamais nous avons à faire face à un danger extérieur ou intérieur qui menacerait notre existence ou nos intérêts, nos moyens seraient encore moins la hauteur qu'il y a trois mois. Mais peut-être cela n'est-il pas étranger aux calculs de la bande à la tête de notre pays.

Cet engagement sans motifs sérieux et les conséquences épouvantables qu'il peut entraîner constitue une aberration .

Il faut que Macron soit insensé pour croire qu'il se trouve en mesure d'affronter un pays comme la Russie alors qu'il a été incapable d'assurer le bon déroulement et la sécurité d'un événement sportif comme celui du stade de France. Le rôle d'un chef d'État est, en cas de crise, de peser méticuleusement le rapport des forces réciproques. Visiblement il ne le fait pas et, probablement, il n'a aucune idée de ce en quoi cela consiste, contrairement à ce que sut faire Caillaux lors de la crise d'Agadir en 1911.

De surcroît, c'est un chef d'État largement décrédibilisé qui se trouve affaibli à la suite des élections législatives récentes au terme desquelles il ne dispose pas d'une majorité à la Chambre des députés et se trouve contraint de composer avec l'opposition. Dans un tel contexte, un bon petit conflit pourrait, à l'exemple de Biden , lui permettre de surmonter ses difficultés intérieures et d'imposer de manière crédible une dictature de guerre.

Il faut arrêter cette pure folie. En particulier toute la lumière doit être faite sur cette question véridique ou non,

des agents français qui auraient été pris au piège de Marioupol.

Malheureusement peu de voix fortes se font entendre.

N'est-il pas du rôle de nos chefs militaires de faire valoir les possibles conséquences catastrophiques de cet engagement militaire ? Au moins, les généraux italiens et grecs ont eu le courage de se s'exprimer, voire de protester. Ce n'est pas le cas de nos généraux. Si cela tourne vraiment mal, ils en porteront la responsabilité dans l'histoire de notre pays s'il existe encore, comme le lamentable Gamelin porte toujours, avec les politiciens de gauche de la IIIe République, celle de 1940.

N'est-il pas surtout du rôle des partis de « l'opposition » d'élever la voix , de protester contre cette dérive et d'exiger des comptes au lieu de laisser ce dément nous engager dans une catastrophe ? Que les partis de gauche fassent la preuve de leur pacifisme. Nous attendrions également de la part de Marine Le Pen qu'elle manifeste, de manière véhémement et sonore, son opposition à ces égarements. Mais peut-être ne souhaite-t-elle pas s'opposer et est-elle décidée, après son face-à-face consternant de l'entre-deux tours des présidentielles, à continuer à être Madame trahison.

André Posokhow

26/06/2022